



Des économies dérisoires

Dans le cadre du “pacte de compétitivité”, le gouvernement annonce une forte réduction des dépenses de l’Etat pendant cinq ans et incite les collectivités territoriales à en faire autant, sinon plus. Ces dernières sont accusées en effet d’avoir multiplié les emplois de fonctionnaires de façon déraisonnable.

Oseront-elles s’attaquer aux vrais problèmes? L’Etat les aidera-t-il en ce sens? Ou ira-t-il d’abord au plus simple, en faisant des économies de bouts de chandelle, invisibles et indolores pour le grand public, en supprimant par exemple les subventions aux petites associations et ensembles qui forment le tissu culturel du pays?

Un éditorial peut en cacher un autre. Nous n’hésitons pas à citer ici de larges extraits de celui de Philippe Laurent, président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (*Lettre d’échanges* de la FNCC n°96, novembre 2012): «Le monde de la culture est très largement constitué de très petites entreprises et d’initiatives associatives, dont la modestie des moyens est inversement proportionnelle à l’importance de leur travail pour l’équilibre et la cohérence de notre société.

Cette vie culturelle et artistique fonctionne avec des sommes qui paraissent dérisoires aux yeux des responsables de la gestion des comptes publics et donc – par un étrange raisonnement posant l’égalité entre l’importance de la dépense et la valeur – en quelque sorte non nécessaires.

C’est l’inverse qui est vrai: ce que rapporterait la suppression de ces aides serait dérisoire au regard de sa nocivité économique, sociétale et symbolique. Car les acteurs de ce tissu professionnel précaire, mêlant, en un équilibre toujours périlleux, économie sociale et solidaire et aides publiques, n’attendent pas cinq ans: ils disparaîtront purement et simplement, alourdissant le poids du chômage, laissant plus ternes les conditions du vivre-ensemble et livrant sans recours nos concitoyens [...] à la logique commerciale.»

On ne saurait mieux dire. Mais les collectivités territoriales, autant que l’Etat, ont à décider sur les économies qu’on les presse d’engager, et elles doivent aussi tenter de préserver les “petits, les obscurs, les sans-grade”, qui jouent, comme le dit si bien le président de la FNCC, un rôle essentiel dans la richesse et la diversité de la création.

En temps de crise, chacun s’écrie: «Tout le monde doit se serrer la ceinture, mais pas moi!». Et chacun a de bonnes raisons de le dire. Certes, il n’y a pas de petites économies. Mais si celles-ci ne représentent que quelques centimes sur les soixante milliards d’euros à trouver, que l’on s’attaque d’abord aux grandes, à celles qui nous rendront réellement notre compétitivité!

Nous vous souhaitons, chers lecteurs, une année 2013 qui, malgré tous les périls, vous apportera des satisfactions aussi bien personnelles que professionnelles.

■ MICHELE WORMS